

Intégralité du Rapport de l'ONU sur la RDC accablant pour Gén. Adolphe Nshimirimana

@rib News, 10/12/2009 - Source ONU Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo Extraits du chapitre concernant le Burundi : 87. Le Groupe a recueilli plusieurs témoignages selon lesquels les FDLR entretiendraient des contacts avec le général Adolphe Nshimirimana, le chef des services de renseignement du Burundi, ainsi qu'avec de hauts fonctionnaires de police burundais. Ces informations ont été corroborées par plusieurs éléments actifs des FDLR, par des services de sécurité de la région, par des responsables du Gouvernement burundais et par des membres de la société civile. Le Groupe s'est également procuré des relevés téléphoniques dont il ressort que, sur la période allant de juin à août 2009, 13 communications ont été passées entre le colonel Agricole Ntirampeba, le chef d'état-major du général Nshimirimana, et le major Mazuru des FDLR. En octobre 2009, un agent de liaison des FDLR a confirmé à son tour que les FDLR collaboraient avec le général Nshimirimana et le colonel Ntirampeba, précisions qu'elles fournissaient principalement des moyens logistiques et une assistance médicale.⁸⁸ Le Groupe a appris que de grandes quantités d'armes légères et de petit calibre avaient été livrées au Burundi en 2008; elles avaient été transportées par vols spéciaux vers l'aéroport international de Bujumbura et récupérées par des agents de la présidence et des services de sécurité. Des responsables de la sécurité burundaise ont confirmé certaines de ces livraisons qui, d'après eux, n'ont pas été comptabilisées dans les stocks officiels.⁸⁹ Le Groupe dispose de preuves concrètes attestant d'une tentative d'achat d'une cargaison de 40 000 fusils d'assaut Steyer AUG et de munitions officiellement destinée à la police burundaise, tentative menée par une délégation burundaise qui se rendait en Malaisie. De l'avis du Groupe, l'achat d'une telle cargaison pour la police burundaise paraît excessif, étant donné que celle-ci ne compte pas plus de 20 000 hommes. Le Groupe a demandé à plusieurs reprises aux autorités malaisiennes de fournir des éclaircissements sur cette cargaison et il a appris des autorités malaisiennes quelques jours avant le dépôt du présent rapport qu'il n'y avait pas de vente d'armes; le Groupe est en voie de vérifier cette information. Il a joint en annexe les documents relatifs à ladite cargaison (annexe 15). [...] Lire l'intégralité du Rapport